

Audience sur les programmes de langues vivantes (15 février 2019)

En préambule, il est annoncé que les personnels pourront donner leur avis sur les nouveaux programmes du 18 février au 3 mars.

L'Inspecteur général précise que le GEPP (groupe d'experts), composé de 9 personnes (3 pour chacune des langues, anglais, allemand et espagnol, + 1 IEN + 2 PLP et représentant 9 académies différentes) s'est réuni 6 fois en l'espace d'un mois de travail.

Le programme unique est commun aux 2 cycles (CAP et Bac) et aux différentes langues. Il y a le niveau attendu et le niveau visé, tout est question de curseur.

L'IG affirme la continuité pédagogique et la démarche dite « actionnelle ». L'identification de deux grands contextes de l'utilisation de la langue (situations de la vie quotidienne, personnelle, sociale et civique et situations de la vie professionnelle) n'a rien de binaire, celles-ci sont complémentaires. Il faut professionnaliser les élèves dans la langue vivante.

L'IG a beaucoup insisté sur l'utilisation du numérique, incontournable dans l'apprentissage et qui constitue une des réponses au temps individuel dédié à l'apprentissage.

Pour les épreuves, l'IG a noté qu'on part d'un CCF « trompeur » puisqu'il manque deux compétences (compréhension orale et expression écrite). Il n'est pas possible de multiplier les évaluations. Il faut mieux cadrer le CCF au plan national. Il y aura une banque de sujets.

La co-intervention peut être faite aussi avec le professeur de langue vivante. Une note de service devrait paraître.

Nous avons fait remarquer :

- Un projet ambitieux avec une réduction d'heures
- Des épreuves supplémentaires avec moins de moyens pour la préparation
- Des classes surchargées qui ne permettent pas le suivi individuel et l'expression orale
- Le souci des élèves allophones ou grands débutants dans la langue vivante
- L'inclusion des élèves relevant d'un handicap ou d'ULIS
- Le problème de la mixité des publics et du temps d'apprentissage
- La notion omniprésente de la culture professionnelle et le peu de temps restant pour la citoyenneté, la vision « utilitariste » de la langue étudiée
- L'usage systématique du numérique alors que la maintenance dans les établissements est loin d'être mise en place et assurée.

En résumé, des programmes et une vision de l'enseignement bien éloignés de la réalité que les collègues vivent sur le terrain.

Il est à noter le peu de réponses concrètes données par ministère aux questionnements légitimes.